



Atelier #18 « Participation citoyenne : où en sommes-nous ? »

Présidents de l'atelier :

Norbert LEBRUMENT, Université Clermont Auvergne - IAE Clermont Auvergne CLERMA - EA 3849
norbert.lebrument@uca.fr
Cédrine ZUMBO-LEBRUMENT, Clermont School of Business CLERMA - EA 3849
cedrine.zumbo-lebrument@clermont-sb.fr



Transmettre votre proposition : <https://airmap2026.sciencesconf.org/>

Workshop #18 – Citizen participation: where do we stand?

Over the past thirty years, citizen participation has become a central component of public action, gradually shifting from an optional practice to a perceived requirement for democratic legitimacy. Yet this institutionalisation raises questions that warrant scholarly examination. This track invites contributions that analyse the conditions under which participatory devices effectively integrate citizens into public decision-making, while examining the gaps between stated objectives and observed outcomes. In line with the AIRMAP 2026 conference theme on knowledge and intelligence in public action, this track welcomes theoretical, empirical and methodological contributions that adopt a rigorous analytical stance on participatory practices.

Objectifs de l'atelier

Cet atelier se propose d'explorer et de discuter des enjeux actuels et futurs liés au développement de la participation citoyenne dans la sphère publique. Depuis plus de trente ans, la participation citoyenne a connu un essor sans précédent alimenté par un management public pensant avoir trouvé dans les pratiques participatives le Saint-Graal démocratique permettant de légitimer toutes les décisions, toutes les actions, quel que soit le projet, quelles que soient les circonstances. À l'ère d'une communication numérique où tout se vaut sans que l'on sache précisément ce qui vaut quelque chose - vivre la post-vérité est à ce prix dans un monde sursaturé d'informations-, elle est passée, aux yeux des décideurs publics, élus comme gestionnaires, du statut de « *nice to have* » à celui de « *must have* », devenant un passage obligé sans lequel il serait impossible de témoigner du caractère indéfectiblement et profondément démocratique de ses pratiques managériales.

Face à ce que l'on peut nommer, sans trop prendre de risques, un engouement pour la participation citoyenne, des voix ont commencé à émerger et à se faire entendre pointant du doigt les nombreuses promesses non tenues par les pratiques participatives citoyennes. Allant



plus avant dans la critique, certaines voix vont même jusqu'à considérer que la participation citoyenne n'est bien souvent dans les faits qu'une « *participation-washing* » où les positions des citoyens ne sont pas toujours véritablement prises en compte, où la délibération se réduit parfois à une mise en scène soigneusement orchestrée, et où l'engagement citoyen sert moins à éclairer la décision publique qu'à la légitimer *a posteriori*. Dans cette perspective, la participation citoyenne apparaît comme un dispositif de gouvernementalité particulièrement sophistiqué : sous couvert d'émancipation démocratique, elle responsabilise les individus, les constitue en co-gestionnaires de problèmes publics dont ils n'ont pas défini les termes, et diffuse dans le corps social les rationalités managériales que le *New Public Management* n'avait pas réussi à imposer par d'autres voies.

L'appel du colloque AIRMAP 2026 offre un cadre particulièrement propice à cet examen critique. En invitant à interroger « la manière de mobiliser, protéger et organiser les savoirs et intelligences de la société elle-même », il place la participation citoyenne face à ses propres contradictions et ses futurs enjeux. Car de quels savoirs parle-t-on exactement ? Dans une ère qualifiée de « post-vérité » où, selon les termes de l'appel, les savoirs sont « débattus, comparés, invalidés ou contestés selon des modalités qui ne relèvent pas seulement d'un processus scientifique, mais aussi de la légitimation, voire de la manipulation », la convocation des connaissances des citoyens devient une démarche éthiquement et politiquement problématique. En effet, comment prétendre valoriser l'intelligence citoyenne quand les conditions mêmes de distinction entre savoir d'usage légitime et opinion manipulée se trouvent fragilisées ? Comment invoquer les savoirs citoyens quand ces mêmes citoyens sont les objets-sujets de stratégies de désinformation de plus en plus sophistiquées ?

Dans ces conditions, cet atelier entend prendre au sérieux ces questions quelque peu dérangeantes. Il refuse la posture confortable qui consisterait à défendre la participation citoyenne par principe, au nom d'un idéal démocratique abstrait déconnecté de l'analyse de ses effets réels. Il refuse également la posture symétrique qui consisterait à la rejeter en bloc comme pure mystification. Il vise bien plus à soumettre les dispositifs participatifs citoyens à un examen critique sans complaisance, attentif aux écarts entre promesses et réalisations, entre discours et pratiques, entre intentions affichées et effets produits.

Contexte, enjeux et questionnements

Le développement de la participation citoyenne s'inscrit dans un processus historique qu'il convient de rappeler pour éclairer la situation présente. Issue des mouvements sociaux des années 1960-1970, la participation a d'abord constitué une revendication portée par des acteurs extérieurs aux institutions publiques et visant à répondre aux limites du modèle représentatif traditionnel face à la montée des revendications pour plus de transparence, de justice sociale et de démocratie directe. Sa progressive institutionnalisation, à partir des années 1990, a marqué une inflexion significative : intégrée aux répertoires d'action des collectivités territoriales puis de l'État, la participation citoyenne a changé de statut et, possiblement, de fonction.

Trois tensions structurelles traversent la participation citoyenne et constituent autant d'axes (non exhaustifs) de recherche pour des communications pouvant être proposées à cet atelier :



1. La première tension oppose la reconnaissance et l'instrumentalisation des savoirs détenus par les citoyens :

Les dispositifs participatifs reposent sur le postulat que les citoyens possèdent détiennent des savoirs d'usage - connaissances du territoire, des pratiques quotidiennes, des besoins concrets - dont l'intégration améliorerait la qualité des décisions publiques (Cornwall, 2008 ; Fung, 2006). Mais dans quelle mesure ces savoirs sont-ils effectivement reconnus comme légitimes et intégrés aux décisions publiques finales ? L'observation des dispositifs participatifs révèle des situations contrastées : si certains permettent une prise en compte réelle des contributions citoyennes, d'autres fonctionnent davantage comme des rituels de légitimation où la parole citoyenne est sollicitée sans que les orientations préétablies soient réellement modifiées (Arnstein, 1969). Quels facteurs institutionnels, organisationnels et politiques expliquent ces variations ? Comment s'opère, dans les dispositifs participatifs, la distinction entre savoirs « recevables » et contributions « écartées » ou « marginalisées » ? (Cooke & Kothari, 2001).

2. La deuxième tension oppose la délibération authentique promise et la gouvernementalité participative de fait :

La théorie délibérative de la démocratie a offert aux promoteurs de la participation citoyenne un cadre normatif structurant : la délibération entre citoyens, échangeant des arguments en vue du bien commun, constituerait une source privilégiée de légitimité démocratique des décisions prises (Fung, 2006). Cependant, cette vision se heurte aux réalités sociologiques des dispositifs participatifs mis en place par les organisations publiques. Les citoyens participant à ces dispositifs ne disposent pas des mêmes conditions en matière de ressources pour y participer, que ce soit en terme de temps disponible, de compétences rhétoriques, de familiarité avec les codes institutionnels de l'espace public ou encore, de manière plus large, de capital social (Verba, Schlozman, & Brady, 1995). Par ailleurs, certaines analyses invitent à considérer que la participation citoyenne peut fonctionner comme une forme de gouvernementalité qui, tout en affichant des objectifs d'émancipation, responsabilise les individus, les constitue en co-gestionnaires de problèmes publics dont ils n'ont pas défini les termes initiaux tout en contribuant à diffuser des logiques managériales dans le corps social (Cooke & Kothari, 2001). Ces différentes perspectives questionnantes méritent d'être confrontées aux réalités des dispositifs participatifs déployés par les organisations publiques.

3. La troisième tension réside dans les contradictions entre l'inclusion proclamée et l'exclusion effective :

Le narratif autour de la participation citoyenne est placé sous le signe de l'ouverture : il s'agit d'associer les citoyens, de donner la parole à ceux qui en sont habituellement privés (Arnstein, 1969), voire de faire entendre des voix marginalisées (Cornwall, 2008). Or, certains travaux soulignent la persistance de biais sociaux dans les dispositifs participatifs en ce sens que les participants effectifs sont généralement plus diplômés, plus âgés, mieux dotés en capital culturel que la population générale et de, manière générale, en capital social. Au-delà de cette forme de discrimination sociale, les formats participatifs privilégient certaines formes d'expression - argumentées, policées, conformes aux attendus de l'espace public - au détriment d'autres. La participation institutionnalisée peut également contribuer à canaliser les énergies citoyennes vers des dispositifs encadrés, au détriment de formes plus contestataires d'engagement. Ces mécanismes méritent un examen attentif.



À ces tensions structurelles s'ajoutent les défis posés par le contexte informationnel contemporain dans lequel vivent les citoyens. En effet, la multiplication des sources d'information, la circulation de contenus non vérifiés et les stratégies de désinformation affectent les conditions d'une délibération citoyenne rationnelle et raisonnable. Dans ces conditions, comment organiser des processus participatifs lorsque les participants ne partagent pas nécessairement un socle commun de faits établis ? Comment les organisations publiques peuvent-elles préserver la qualité des processus délibératifs dans cet environnement ?

Cet atelier invite donc les chercheurs à explorer ces tensions à travers plusieurs questions :

- Dans quelle mesure les dispositifs participatifs citoyens permettent-ils une prise en compte réelle et effective des savoirs citoyens mobilisés dans les décisions publiques ? Quels facteurs expliquent les variations observées dans la prise en compte des savoirs citoyens ?
- Quels critères permettent d'évaluer la qualité démocratique des dispositifs participatifs proposés aux citoyens ? Comment distinguer les processus participatifs qui redistribuent effectivement le pouvoir de décision de ceux dont les effets demeurent principalement symboliques ?
- Comment analyser les formes de gouvernementalité à l'œuvre dans les dispositifs participatifs citoyens ? Dans quelle mesure la participation fonctionne-t-elle comme une technique de responsabilisation des individus ?
- Quels sont les effets des dispositifs participatifs citoyens sur les inégalités en matière de participation politique ? Contribuent-ils à les réduire ou bien tendent-ils à les reproduire ?
- Comment les évolutions récentes et actuelles de l'environnement informationnel affectent-elles les processus participatifs ? Quelles stratégies les organisations publiques déploient-elles pour y faire face ?
- Quel rôle pour l'Intelligence Artificielle dans l'analyse et la synthèse de la parole citoyenne massive? Est-ce un gain d'efficience ou une « boîte noire » démocratique?

Bien entendu, ces questions n'épuisent pas la totalité des questions envisageables en matière de participation citoyenne et ne sont là que pour proposer des orientations servant de pistes de recherche : l'atelier reste ouvert à toute proposition visant à comprendre la participation citoyenne avec un regard critique, c'est-à-dire visant à déterminer et comprendre les limites de l'efficacité démocratique des dispositifs participatifs.

Types de contributions attendues

Cet atelier vise à réunir des contributions qui analysent la participation citoyenne avec rigueur, en examinant tant ses apports que ses limites. Les communications pourront donc relever de plusieurs catégories :

- Des contributions théoriques et conceptuelles mobilisant des cadres d'analyse pertinents pour étudier la participation citoyenne.
- Les études empiriques analysant des dispositifs participatifs concrets (budgets participatifs, conseils citoyens, consultations numériques, conventions citoyennes...) sous l'angle de leurs mécanismes effectifs et de leurs résultats observables. Seront



particulièrement bienvenues les recherches qui examinent les écarts entre objectifs affichés et effets produits.

- Les contributions méthodologiques proposant des approches adaptées à l'analyse des dispositifs participatifs citoyens : méthodes d'observation des espaces délibératifs, protocoles d'évaluation des effets de la participation, outils de traçabilité de l'influence citoyenne sur la décision...
- Les analyses comparatives se proposant de mettre en perspective différentes configurations institutionnelles, différents formats participatifs, ou encore différents contextes territoriaux, afin d'identifier les facteurs qui favorisent ou limitent l'effectivité démocratique des dispositifs.

Bien évidemment, cette liste des types de contributions attendues n'a pas vocation à être exhaustive et peut s'enrichir d'autres types de propositions qui permettront de comprendre les enjeux liés à la participation citoyenne.

Bibliographie indicative

Arnstein, S. R. (1969). A ladder of citizen participation. *Journal of the American Institute of Planners*, 35(4), 216- 224.

Cooke, B., & Kothari, U. (Eds.). (2001). *Participation: The new tyranny?* Zed Books.

Cornwall, A. (2008). Unpacking “participation”: Models, meanings and practices. *Community Development Journal*, 43(3), 269-283.

Fung, A. (2006). Varieties of participation in complex governance. *Public Administration Review*, 66(S1), 66-75. Ghallal, S., & Come, T. (2025). La démocratie locale interpellative, seule solution innovante à la crise démocratique ?. *Politiques & Management Public*, 42(2).

Verba, S., Schlozman, K. L., & Brady, H. E. (1995). *Voice and equality: Civic voluntarism in American politics*. Harvard University Press.

Zumbo-Lebrument, C., & Lebrument, N. (2020). Les déterminants de la participation des parties prenantes à une démarche de marketing territorial. *Management International*, 24(3).